

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2022.

Bruxelles, le 21 décembre 2021.

V. GLATIGNY,

Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de la Promotion sociale, des Hôpitaux universitaires, de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de Justice, de la Jeunesse, des Sports et de la Promotion de Bruxelles

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2021/43681]

21 DECEMBER 2021. — Ministerieel besluit houdende goedkeuring van het referentiedossier van de onderwijs-eenheid "Voortgezette vorming kwaliteitscoördinatie in het onderwijs: data-inzameling, -verwerking en -ontleding" (code 980402U36D1) ingedeeld in het gebied van de psychologische en de opvoedingswetenschappen van het hoger onderwijs voor sociale promotie van het korte type

De Minister van Onderwijs voor sociale promotie,

Gelet op het decreet van de Franse Gemeenschap van 16 april 1991 houdende de organisatie van het onderwijs voor sociale promotie, inzonderheid op artikel 137;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 27 april 1992 houdende delegatie van bevoegdheden op het gebied van het onderwijs voor sociale promotie;

Gelet op het eensluidend advies van de Algemene Raad voor het onderwijs voor sociale promotie van 24 september 2021,

Besluit :

Artikel 1. Het referentiedossier voor de onderwijs-eenheid "Voortgezette vorming kwaliteitscoördinatie in het onderwijs: data-inzameling, -verwerking en -ontleding" (code 980402U36D1) wordt goedgekeurd.

Deze onderwijs-eenheid is ingedeeld in het gebied van de psychologische en opvoedingswetenschappen van het hoger onderwijs voor sociale promotie van het korte type.

Art. 2. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2022.

Brussel, 21 december 2021.

V. GLATIGNY,

Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor sociale promotie, Universitaire Ziekenhuizen, Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuisen, Jeugd, Sport en de Promotie van Brussel

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2022/200376]

22 DECEMBRE 2021. — Décret contenant le budget des recettes de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2022 (1). — Erratum

Dû au décalage des numérotations d'articles à partir de l'article 5, le décret susmentionné, publiée au Moniteur belge du 31 décembre 2021, à la page 126714, est remplacé par le texte qui suit :

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1^{er}. — *Dispositions générales*

Article 1^{er}. Pour l'année budgétaire 2022, les recettes courantes de la Wallonie sont estimées à 13 353 814 milliers d'euros, conformément au Titre I du tableau annexé au présent décret.

Art. 2. Pour l'année budgétaire 2022, les recettes en capital de la Wallonie sont estimées à 1 082 954 milliers d'euros, conformément au Titre II du tableau annexé au présent décret.

Art. 3. Pour l'année budgétaire 2022, les produits d'emprunts de la Wallonie sont estimés à 5 330 723 milliers d'euros, conformément au Titre III du tableau annexé au présent décret.

Art. 4. Les impôts et les taxes perçus au profit de la Wallonie existants au 31 décembre 2021 seront recouverts pendant l'année 2022 d'après les lois, décrets, arrêtés et tarifs qui en règlent l'assiette et la perception.

Art. 5. § 1^{er}. Le Ministre du Budget est autorisé à couvrir, par des emprunts, lesquels peuvent être émis tant en Belgique qu'à l'étranger, tant en euro qu'en monnaies étrangères :

1° le financement des dépenses budgétaires non couvertes par les recettes budgétaires;

2° le remboursement des emprunts et des obligations non encore amorties des emprunts libellés en euro ou en monnaies étrangères dont l'échéance finale se situe en 2022;

3° le remboursement par anticipation de tout ou partie d'emprunts libellés en euro ou en monnaies étrangères, conformément aux dispositions des arrêtés ministériels d'émission ou des conventions d'emprunt;

4° les opérations de gestion journalières du Trésor ou les opérations de gestion financière réalisées dans l'intérêt général du Trésor, en ce compris les placements nécessaires à leur bonne fin.

§ 2. Le Ministre du Budget est autorisé à convertir, avec l'accord des porteurs et aux conditions du marché, tout ou partie d'emprunts existants en emprunts du type "Billets de trésorerie à long terme" et d'en adapter l'échéance.

Art. 6. Le Ministre du Budget est autorisé :

1° à créer des billets de trésorerie ou d'autres instruments de financement portant intérêt, à concurrence du montant des emprunts à contracter et ce aussi bien en Belgique qu'à l'étranger, en euro et en monnaies étrangères;

2° à conclure toute opération de gestion journalière du Trésor ou toute opération de gestion financière réalisée dans l'intérêt général du Trésor, en ce compris la conclusion de conventions de placement nécessaires à leur bonne fin, dans le respect du principe de prudence;

3° en ce qui concerne les emprunts privés émis par la Wallonie en Belgique ou à l'étranger, à adapter, en accord avec les prêteurs, les conditions et termes de remboursement;

4° en ce qui concerne les emprunts émis par la Wallonie en Belgique ou à l'étranger, à conclure des opérations financières de gestion visées à l'article 8, 2°.

Art. 7. Les dépenses provisoires relatives à la constitution d'actifs (emprunts publics et billets de trésorerie à long terme) et les coûts annexes ainsi que les recettes afférentes à la réalisation de ces actifs constitués, les dépenses annexes et les revenus en découlant peuvent être enregistrés sur des comptes financiers spéciaux ouverts à cette fin dans une institution financière de droit belge établie en Belgique avec laquelle la Wallonie a conclu une convention d'agent financier découlant légalement de l'utilisation d'instruments financiers visés à l'article 6, 1°, et notamment les dispositions de l'arrêté royal du 22 décembre 1995 relatif au contrôle des teneurs de comptes agréés pour la tenue de comptes de titres dématérialisés de l'État, des Communautés, des Régions, des Provinces, des autorités locales ou des établissements publics.

Les actifs constitués peuvent aussi être inscrits en comptes titres spéciaux ouverts au nom du Trésor wallon à cette fin dans une institution financière de droit belge établie en Belgique avec laquelle la Wallonie a conclu une convention d'agent financier découlant légalement de l'utilisation d'instruments financiers visés à l'article 6, 1°, et notamment les dispositions de l'arrêté royal du 22 décembre 1995 relatif au contrôle des teneurs de comptes agréés pour la tenue de comptes de titres dématérialisés de l'État, des Communautés, des Régions, des Provinces, des autorités locales ou des établissements publics.

Art 8. Le Ministre du Budget est autorisé à porter en déduction des charges d'emprunts de la Wallonie :

1° les revenus de placements de produits d'emprunts en euro effectués dans le cadre des opérations de gestion du Trésor visées à l'article 5, 1° et 2°;

2° les revenus ou capitaux attribués à la Wallonie suite à des opérations de gestion du Trésor en matière de "swap" d'intérêts, d'arbitrages, de couvertures de risque telles que les options ou autres opérations réalisées au moyen d'emprunts de la Wallonie et aux fins d'en alléger les charges financières.

Art. 9. Dans l'article 7, § 3, du décret du 16 juillet 2015 instaurant un prélèvement kilométrique à charge des poids lourds pour l'utilisation des routes, les mots

" Le tarif de base est indexé en fonction de l'indice des prix à la consommation. " sont remplacés par " Les valeurs du tarif de base et des variables A, G, En, Et, et Ep visées à l'article 7, § 1^{er}, 2°, 3°, 4°, 5°, 6° et 7° sont indexées le 1^{er} janvier de chaque année à l'aide du coefficient obtenu en divisant l'indice général des prix à la consommation du Royaume du mois d'août de l'année précédente par l'indice général des prix à la consommation du Royaume du mois d'avril de l'année 2016.

Dans ce cadre, les arrondis suivants sont appliqués :

1° le coefficient est arrondi au dix millièmes supérieur ou inférieur selon que le chiffre des cent millièmes atteint ou non cinq;

2° après application du coefficient aux valeurs du tarif de base et des variables A, G, En, Et, et Ep visé à l'article 7, § 1^{er}, 2°, 3°, 4°, 5°, 6° et 7°, le montant obtenu est arrondi au millième d'euro supérieur ou inférieur selon que le chiffre des dix millièmes atteint ou non cinq. "

Art. 10. Dans le § 5 de l'article 7 du décret du 16 juillet 2015 instaurant un prélèvement kilométrique à charge des poids lourds pour l'utilisation des routes, tel que modifié en dernier lieu par le décret du 17 décembre 2020, le 5° est remplacé par ce qui suit :

" 5° EN = variable fonction de la classe d'émission euro ou de la classe de véhicule à émissions nulles, telle que définie par le Gouvernement; "

Art. 11. En cas d'absence ou d'empêchement du trésorier centralisateur ou du receveur centralisateur, le Directeur de la Direction du Financement et des Recettes ou l'Inspecteur général du Budget et de la Trésorerie sont habilités à exercer leurs fonctions de trésorier.

Art. 12. Aux articles 6 et 9 du décret du 15 décembre 2011 portant organisation du budget, de la comptabilité et du rapportage des unités d'administration publique wallonnes, les termes " article(s) de base " correspondent à une adresse budgétaire.

Chaque adresse budgétaire sera composée :

- d'une période budgétaire (année budgétaire);
- d'un fonds (classement en crédits classiques, fonds budgétaires, section particulière, fonds de tiers,...);
- d'un centre financier qui correspondra à la division organique;
- d'un compte budgétaire (spécifiant la nature des dépenses et des recettes). Les positions 2 à 5 du compte budgétaire correspondent au codé de la classification économique;
- d'un domaine fonctionnel composé du numéro du programme (3 premières positions du domaine fonctionnel) suivi d'un numéro d'identification au sein du programme.

CHAPITRE 2. — *Politique de l'eau*

Art. 13. L'article D.267, alinéa 2, du livre II du Code de l'environnement constituant le Code de l'eau est remplacé comme suit :

" La taxe unitaire par mètre cube d'eau usée déversé, visée à l'article D.259, 2°, est fixée à :

- 1,935 euro du 1^{er} janvier 2015 au 31 décembre 2015;

- 2,115 euro à partir du 1^{er} janvier 2016 au 31 décembre 2017;

- 2,365 euro à partir du 1^{er} janvier 2018. ”.

Art. 14. A l'article D.330-1 du même livre, les mots " hormis la taxe visée à l'article D.267 " sont insérés entre les mots " Code " et " est ".

CHAPITRE 3. — *Dispositions modifiant le décret fiscal du 22 mars 2007 favorisant la prévention et la valorisation des déchets en Région wallonne et portant modification du décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales directes*

Art. 15. A l'article 6, § 1^{er}, du décret fiscal du 22 mars 2007 favorisant la prévention et la valorisation des déchets en Région wallonne et portant modification du décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales directes, un point 13 est inséré, libellé comme suit :

" 13° 55 euros/tonne, s'agissant de déchets non combustibles pour lesquels un autre taux réduit n'est pas d'application en vertu du présent article. Une liste de déchets présumés combustibles ou non combustibles peut être arrêtée par le Gouvernement. Les déchets présentant un taux de perte au feu supérieur à 10 % et une teneur en carbone organique total supérieure à 6 % sont réputés combustibles et exclus du bénéfice de ce taux ".

Art. 16. A l'article 10, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du même décret, tel que modifié la dernière fois par un décret du 19 juin 2015, les mots " 10,19 euros/tonne " sont remplacés par les mots " 12,19 euros/tonne ".

Art. 17. A l'article 53 du décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales wallonnes, la disposition suivante est insérée :

" Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, en cas de recours judiciaire, toute taxe en matière de déchets, augmentée de l'amende, des intérêts et des frais éventuels est considérée comme une dette liquide et certaine pouvant être recouvrée par toutes voies d'exécution ".

CHAPITRE 4. — *Dispositions modifiant le Code de la démocratie locale et de la décentralisation*

Art. 18. Le premier alinéa de l'article L3321-12 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation est remplacé par le texte suivant :

" Sans préjudice des dispositions du présent titre, les dispositions du titre VII, Chapitres 1^{er}, 3, 4, 7 à 10 ainsi que les articles 355, 356 et 357 du Code des impôts sur les revenus, les articles 126 à 175 de l'arrêté d'exécution de ce Code, ainsi que la loi du 13 avril 2019 introduisant le Code du recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales sont applicables aux taxes provinciales et communales pour autant qu'elles ne concernent pas spécialement les impôts sur les revenus et à l'exception des articles 43 à 48 de ce même Code du recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales. Pour les cas d'aliénation ou d'affectation hypothécaire d'un bien susceptible d'hypothèque, la notification par le notaire au sens du Code du recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales doit être adressée au Directeur financier de la commune dans laquelle le propriétaire du bien a sa résidence."

Art. 19. Il est ajouté un article L3321-8bis au même Code rédigé comme suit :

" Art. L3321-8bis. En cas de non-paiement à l'échéance, une sommation de payer est envoyée au redevable. Celle-ci se fait par courrier recommandé. Les frais postaux de cet envoi peuvent être mis à charge du redevable. Dans ce cas, ceux-ci sont recouverts de la même manière que la taxe à laquelle ils se rapportent.

Cette sommation de payer adressée au redevable ne peut être envoyée qu'à l'expiration d'un délai de 10 jours calendrier à compter du 1^{er} jour suivant l'échéance de paiement mentionnée sur l'avertissement-extrait de rôle.

La première mesure d'exécution ne peut être mise en œuvre qu'à l'expiration d'un délai d'un mois à compter du troisième jour ouvrable qui suit la date d'envoi de la sommation de payer au redevable.

Constituent des voies d'exécution au sens de la présente disposition celles visées à la cinquième partie, titre III du Code judiciaire.

Les alinéas 1^{er} à 3 sont applicables également lorsque le paiement de la taxe est réclamé au codébiteur, soit la personne qui n'est pas reprise au rôle et qui est également tenue au paiement de la taxe en vertu du règlement-taxe."

CHAPITRE 5. — *Dispositions modifiant le Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe*

Art. 20. Dans l'article 44 du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe, l'alinéa 2, introduit par le décret du 13 décembre 2017, est abrogé.

Toutefois, l'article 44, alinéa 2, du même Code, introduit par le décret du 13 décembre 2017, reste applicable en présence d'une vente constatée par un acte sous seing privé qui a reçu une date certaine au sens de l'article 1328 du Code civil avant le 21 décembre 2019.

Sont sujets à restitution, les droits proportionnels perçus sur l'acte sous seing privé dont question à l'alinéa précédent, lorsque la vente est constatée par acte authentique conformément à l'article 44, alinéa 2, du même Code, introduit par le décret du 13 décembre 2017, à concurrence du différentiel entre les droits proportionnels perçus et les droits proportionnels calculés sur base de l'application de l'article 44, alinéa 2 du même Code.

Art. 21. Dans l'article 48 du même Code, l'alinéa 2, introduit par le décret du 13 décembre 2017, est abrogé.

Toutefois, l'article 48, alinéa 2, du même Code, introduit par le décret du 13 décembre 2017, reste applicable en présence d'une vente constatée par un acte sous seing privé qui a reçu une date certaine au sens de l'article 1328 du Code civil avant le 21 décembre 2019.

Sont sujets à restitution, les droits proportionnels perçus sur l'acte sous seing privé dont question à l'alinéa précédent, lorsque la vente est constatée par acte authentique conformément à l'article 48, alinéa 2, du même Code, introduit par le décret du 13 décembre 2017, à concurrence du différentiel entre les droits proportionnels perçus et les droits proportionnels calculés sur base de l'application de l'article 48, alinéa 2, du même Code.

CHAPITRE 6. — *Dispositions finales*

Art. 22. Le présent décret entre en vigueur le 1^{er} janvier 2022.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Donné à Namur, le 22 décembre 2021.

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Vice-Président et Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation,
du Numérique, de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences,
W. BORSUS

Le Vice-Président et Ministre du Climat, de l'Énergie et de la Mobilité,
Ph. HENRY

La Vice-Présidente et Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé, de l'Action sociale,
de l'Égalité des chances et des Droits des femmes,
Ch. MORREALE

Le Ministre du Budget et des Finances, des Aéroports et des Infrastructures sportives,
J.-L. CRUCKE

Le Ministre du Logement, des Pouvoirs locaux et de la Ville,
Ch. COLLIGNON

La Ministre de la Fonction publique, de l'Informatique, de la Simplification administrative,
en charge des allocations familiales, du Tourisme, du Patrimoine et de la Sécurité routière,
V. DE BUE

La Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal,
C. TELLIER

—————
Note

(1) Session 2021-2022.

Documents du Parlement wallon, 727 (2021-2022) N^{os} 1 à 5
Compte rendu intégral, séance plénière du 22 décembre 2021
Discussion.

Vote. »

—————
ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2022/200376]

**22. DEZEMBER 2021 — Dekret zur Festlegung des allgemeinen Einnahmenhaushaltsplans
der Wallonischen Region für das Haushaltsjahr 2022 (1) — Erratum**

Aufgrund der Verschiebung der Artikelnummerierung ab Artikel 5 erhält der oben genannte Erlass, der im Belgischen Staatsblatt vom 31. Dezember 2021 auf Seite 126714 veröffentlicht wurde, folgende Fassung:

Das Wallonische Parlament hat Folgendes angenommen und wir, Wallonische Regierung, sanktionieren es:

KAPITEL I — *Allgemeine Bestimmungen*

Artikel 1 - Für das Haushaltsjahr 2022 werden die laufenden Einnahmen der Wallonie gemäß Titel I der diesem Dekret beiliegenden Tabelle auf 13 353 814 Tausend Euro veranschlagt.

Art. 2 - Für das Haushaltsjahr 2022 werden die Kapitaleinnahmen der Wallonie gemäß Titel II der diesem Dekret beiliegenden Tabelle auf 1 082 954 Tausend Euro veranschlagt.

Art. 3 - Für das Haushaltsjahr 2022 werden die Darlehenserträge der Wallonie gemäß Titel III der diesem Dekret beiliegenden Tabelle auf 5.330.723.000 Euro veranschlagt.

Art. 4 - Die am 31. Dezember 2021 bestehenden und zugunsten der Wallonie vereinnahmten Steuern und Abgaben werden während des Jahres 2022 gemäß den Gesetzen, den Dekreten, den Erlassen und den Sätzen eingezogen, die die Steuerverwaltung und -erhebung regeln.

Art. 5 - § 1. Der Minister für Haushalt wird dazu ermächtigt, durch Anleihen, die sowohl in Belgien als auch im Ausland, in Euro oder in ausländischer Währung ausgeschrieben werden können, das Folgende zu decken:

1° die Finanzierung der Haushaltsausgaben, die nicht durch Haushaltseinnahmen gedeckt werden;

2° die Rückzahlung der Anleihen und der noch nicht getilgten Verbindlichkeiten der in Euro oder in ausländischer Währung ausgeschrieben Anleihen, deren endgültiger Ablauftermin auf 2022 festgesetzt ist;

3° die vollständige oder teilweise vorfristige Rückzahlung der in Euro oder in ausländischer Währung ausgeschriebenen Anleihen, den jeweiligen Bedingungen der Ministerialerlasse zur Ausgabe von Anleihen oder der Darlehensvereinbarungen gemäß;

4° die täglichen Verwaltungsgeschäfte des Schatzamtes oder die im allgemeinen Interesse der Führung des regionalen Schatzamtes getätigten Finanzgeschäfte, einschließlich der notwendigen Anlagen zu ihrer günstigen Abwicklung.

§ 2. Der Minister für Haushalt wird dazu ermächtigt, im Einvernehmen mit den Inhabern und zu den Marktbedingungen die Gesamtheit oder einen Teil der bestehenden Anleihen in Anleihen der Art "langfristige Schatzanweisungen" umzuwandeln und deren Ablauftermin anzupassen.

Art. 6 - Der Minister für Haushalt wird ermächtigt:

1° zur Schaffung von Schatzanweisungen oder sonstigen zinserträglichen Finanzierungsinstrumenten bis zur Höhe des Betrags der Anleihen, die sowohl in Belgien als auch im Ausland, in Euro oder in ausländischer Währung aufzunehmen sind;

2° zum Abschluss, unter Einhaltung des Vorsichtsgrundsatzes, der täglichen Verwaltungsgeschäfte des Schatzamtes oder der im allgemeinen Interesse dessen Führung getätigten Finanzgeschäfte, einschließlich zum Abschluss von Anlagenvereinbarungen, die zu ihrer günstigen Abwicklung notwendig sind;

3° was die durch die Wallonie in Belgien oder im Ausland ausgeschriebenen Privatanleihen betrifft, zur Anpassung der Rückzahlungsbedingungen und -fristen im Einvernehmen mit den Geldgebern;

4° was die durch die Wallonie in Belgien oder im Ausland ausgeschriebenen Anleihen betrifft, zum Abschluss von in Artikel 8 Ziffer 2 erwähnten Verwaltungsgeschäften.

Art. 7 - Die vorläufigen Ausgaben zur Aktivabildung (öffentliche Anleihen und langfristige Schatzanweisungen) und die Nebenkosten, sowie die mit der Verflüssigung dieser gebildeten Aktiva verbundenen Einnahmen, die Nebenausgaben und die sich daraus ergebenden Einkünfte können auf besondere Finanzkonten gebucht werden, die zu diesem Zweck in einem Geldinstitut belgischen Rechts eröffnet wurden. Dieses Geldinstitut muss in Belgien niedergelassen sein und mit der Wallonie ein Abkommen als finanzieller Vermittler abgeschlossen haben, als gesetzliche Folge der Verwendung der in Artikel 6 Ziffer 1 erwähnten Finanzierungsinstrumente und insbesondere der Bestimmungen des Königlichen Erlasses vom 22. Dezember 1995 bezüglich der Aufsicht über die Einrichtungen, die zur Führung der Konten von dematerialisierten Wertpapieren des Staates, der Gemeinschaften, der Regionen, Provinzen, lokalen Behörden und der öffentlichen Einrichtungen anerkannt sind.

Die gebildeten Aktiva können ebenfalls auf besondere Wertpapierkonten gebucht werden, die zu diesem Zweck im Namen des wallonischen Schatzamtes in einem Geldinstitut öffentlichen Rechts eröffnet wurden. Dieses Geldinstitut soll in Belgien niedergelassen sein und mit der Wallonie ein Abkommen als finanzieller Vermittler abgeschlossen haben, als gesetzliche Folge der Verwendung der in Artikel 6 Ziffer 1 erwähnten Finanzierungsinstrumente und insbesondere der Bestimmungen des Königlichen Erlasses vom 22. Dezember 1995 bezüglich der Aufsicht über die Einrichtungen, die zur Führung der Konten von dematerialisierten Titeln des Staates, der Gemeinschaften, der Regionen, Provinzen, lokalen Behörden und der öffentlichen Einrichtungen anerkannt sind.

Art. 8 - Der Minister für Haushalt wird dazu ermächtigt, das Folgende von den Anleihenlasten der Wallonischen Region abzuziehen:

1° die Kapitalerträge von Rahmen der in Artikel 5, 1° und 2° erwähnten Verwaltungsgeschäfte des Schatzamtes getätigten Anleihen in Euro;

2° die Einkommen oder Gelder, die der Wallonie zugewiesen werden, und zwar infolge von Verwaltungsgeschäften des Schatzamtes in Sachen Zinsswaps, Arbitragegeschäfte, Risikodeckungen wie z.B. Optionen oder andere Geschäfte, die mittels Anleihen der Wallonie und zur Erleichterung deren Finanzlasten durchgeführt werden.

Art. 9 - In Artikel 7 § 3 des Dekrets vom 16. Juli 2015 zur Einführung einer Kilometerabgabe zu Lasten der Schwerlastfahrzeuge für die Benutzung der Straßen werden die Wörter

"Der Grundtarif ist an den Verbraucherpreisindex gebunden." durch die Wörter "Die in der Tarifformel benutzten Werte für den Grundtarif, die Variablen A, G, En, Et, et Ep nach Artikel 7, Absatz 2°, 3, 4°, 5°, 6° und 7° werden am 1. Januar eines jeden Jahres mithilfe des Koeffizienten indiziert, der sich aus der Division des allgemeinen Verbraucherpreisindex für das Königreich für den Monat August des Vorjahres durch den allgemeinen Verbraucherpreisindex für das Königreich für den Monat April des Jahres 2016 ergibt" ersetzt.

In diesem Rahmen werden die folgenden Auf- bzw. Abrundungen angewandt:

1° der Koeffizient wird auf das nächst höhere Zehntausendstel aufgerundet bzw. auf das nächst niedrigere Zehntausendstel abgerundet, je nachdem die Zahl der Hunderttausendstel 5 erreicht oder nicht;

2° nach Anwendung des Koeffizienten auf die Werte des Grundtarifs und der Variablen A, G, En, Et und Ep gemäß Artikel 7 § 1 Ziffer 2, 3, 4, 5, 6 und 7 wird der sich ergebende Betrag auf den nächsten Tausendstel Euro auf- oder abgerundet, je nachdem, ob die Zahl der Zehntausendstel fünf erreicht oder nicht. "

Art. 10 - In § 5 von Artikel 7 des Dekrets vom 16. Juli 2015 zur Einführung einer Kilometerabgabe zu Lasten der Schwerlastfahrzeuge für die Benutzung der Straßen, zuletzt geändert durch das Dekret vom 17. Dezember 2020 erhält Ziffer 5 die folgende Fassung:

"5° EN = eine Variable je nach der EURO-Emissionskategorie oder der Klasse des Null-Emissions-Fahrzeugs nach der Definition der Regierung;"

Art. 11 - Im Falle der Abwesenheit oder der Verhinderung des zentralisierenden Kassenführers und des zentralisierenden Einnehmers sind der Direktor der Direktion der Finanzierung und der Einnahmen oder der Generalinspektor der Abteilung Haushalt und Kassenwesen befugt, ihre Aufgaben als Kassenführer wahrzunehmen.

Art. 12 - In den Artikeln 6 und 9 des Dekrets vom 15. Dezember 2011 zur Organisation des Haushaltsplans, der Buchführung und der Berichterstattung der wallonischen öffentlichen Verwaltungseinheiten, entsprechen die Wörter "Basisartikel" einer Haushaltsplanadresse.

Jede Haushaltsadresse setzt sich zusammen aus:

einer Haushaltsperiode (Haushaltsjahr);

einem Fonds (Einteilung in klassische Haushaltsmittel), Haushaltsfonds, Sonderabschnitt, Geldmittel von Drittpersonen usw.);

einem Finanzzentrum, das dem Organisationsbereich entspricht;

einer Haushaltsrechnung (unter Angabe der Natur der Ausgaben und Einnahmen). Die Positionen 2 bis 5 der Haushaltsrechnung entsprechen dem Kode der wirtschaftlichen Klassifikation;

einem Funktionsbereich, der sich aus der Programmnummer (erste 3 Positionen des Funktionsbereichs), gefolgt durch eine Identifikationsnummer innerhalb des Programms zusammensetzt.

KAPITEL 2 — *Wasserpolitik*

Art. 13 - Artikel D.267 Absatz 2 des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, erhält folgende Fassung:

"Die Artikel D.259 Ziffer 2 erwähnte Abgabe je Einheit pro Kubikmeter von eingeleitetem Abwasser nach wird folgende Beträge festgelegt:

1,935 Euro vom 1. Januar 2015 zum 31. Dezember 2015;

2,115 Euro vom 1. Januar 2016 zum 31. Dezember 2017;

2,365 Euro ab dem 1. Januar 2018. "

Art. 14 - In Artikel D.330-1 desselben Gesetzbuches werden die Wörter "mit Ausnahme der in Artikel D.267 genannten Abgabe" zwischen "Abgaben" und "automatisch" eingefügt.

KAPITEL 3 — *Bestimmungen zur Abänderung des Steuerdekrets vom 22. März 2007 zur Förderung der Vermeidung und der Verwertung von Abfällen in der Wallonischen Region und zur Abänderung des Dekrets vom 6. Mai 1999 über die Festsetzung, die Beitreibung und die Streitsachen bezüglich der regionalen direkten Abgaben*

Art. 15 - In Artikel 6 § 1 des Steuerdekrets vom 22. März 2007 zur Förderung der Vermeidung und der Verwertung von Abfällen in der Wallonischen Region und zur Abänderung des Dekrets vom 6. Mai 1999 über die Festsetzung, die Beitreibung und die Streitsachen bezüglich der regionalen direkten Abgaben wird eine Ziffer 13 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"13° 55 Euro/Tonne, wenn es sich um nicht brennbare Abfälle handelt, für welche kein anderer ermäßigter Satz kraft des vorliegenden Artikels anwendbar ist. Die Regierung kann eine Liste von Abfällen erstellen, die als brennbar bzw. als nicht brennbar betrachtet werden. Abfälle, die einen Glühverlust über 10 % und einen Gehalt an organisch gebundenem Gesamtkohlenstoff über 6 % aufweisen, gelten als brennbare Abfälle und werden vom Vorteil dieses Satzes ausgeschlossen".

Art. 16 - In Artikel 10 § 1 Absatz 1 desselben Dekrets, zuletzt abgeändert durch ein Dekret vom 19. Juni 2015, werden die Wörter "10,19 Euro/Tonne" durch die Wörter "12,19 Euro/Tonne" ersetzt.

Art. 17 - In Artikel 53 des Dekrets vom 6. Mai 1999 über die Festsetzung, die Beitreibung und die Streitsachen bezüglich der wallonischen regionalen Abgaben wird die folgende Bestimmung eingefügt.

"Im Falle einer gerichtlichen Beschwerde wird jede Abgabe in Sachen Abfälle zuzüglich der Geldstrafe, der Zinsen und der eventuellen Kosten in Abweichung von Absatz 1 als feststehende und erwiesene Schuld betrachtet, die mittels aller Vollstreckungswege eingezogen werden kann."

KAPITEL 4 — *Bestimmungen zur Abänderung des Kodex für lokale Demokratie und Dezentralisierung*

Art. 18 - Der erste Absatz von Artikel L3321-12 des Kodex für lokale Demokratie und Dezentralisierung erhält folgende Fassung:

"Unbeschadet der Bestimmungen des vorliegenden Titels sind die Bestimmungen von Titel VII, Kapitel 1, 3, 4, 7 bis 10 sowie die Artikel 355, 356 und 357 des Einkommensteuergesetzbuches, die Artikel 126 bis 175 des Durchführungserlasses zu diesem Gesetzbuch sowie das Gesetz vom 13. April 2019 zur Einführung des Gesetzbuches über die gütliche Beitreibung und die Zwangsbeitreibung von Steuerforderungen und nichtsteuerlichen Forderungen auf die Provinz- und Gemeindesteuern anwendbar, insofern sie nicht besonders die Einkommensteuern betreffen, mit Ausnahme der Artikel 43 bis 48 dieses Gesetzbuches über die gütliche Beitreibung und die Zwangsbeitreibung von Steuerforderungen und nichtsteuerlichen Forderungen. In Fällen der Veräußerung oder der Verwendung zur Hypothekenbestellung eines Guts, das mit einer Hypothek belastet werden kann, wird die Notifizierung durch den Notar im Sinne vom Gesetzbuch über die gütliche Beitreibung und die Zwangsbeitreibung von Steuerforderungen und nichtsteuerlichen Forderungen an den Finanzdirektor der Gemeinde gerichtet, in welcher der Eigentümer des Gutes seinen Wohnort hat. "

Art. 19 - In dasselbe Gesetzbuch wird ein Artikel L3321-8bis mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. L3321-8bis - Bei Nichtzahlung am Fälligkeitstag wird dem Steuerpflichtigen eine Mahnung zugeschickt. Diese erfolgt per Einschreibebrief. Die Postkosten dieser Sendung können dem Steuerpflichtigen angerechnet werden. In diesem Fall werden diese auf dieselbe Weise beigetrieben, wie die Steuer, auf die sie sich beziehen.

Diese an den Steuerpflichtigen gerichtete Mahnung kann erst am Ablauf einer Frist von 10 Kalendertagen ab dem ersten Tag nach der im Steuerbescheid angegebenen Zahlungsfälligkeit geschickt werden.

Die erste Durchführungsmaßnahme kann erst am Ablauf einer Frist von einem Monat ab dem dritten Werktag nach dem Datum der Einsendung der Mahnung an den Steuerpflichtigen umgesetzt werden.

Die in Teil V, Titel III des Gerichtsgesetzbuches genannten Vollstreckungsmittel bilden Vollstreckungsmittel im Sinne der vorliegenden Bestimmung.

Die Absätze 1^{er} bis 3 gelten auch, wenn die Zahlung der Steuer vom Mitschuldner gefordert wird, d.h. von der Person, die nicht in dem Steuerbescheid der Heberolle aufgeführt ist und die nach der Steuerverordnung ebenfalls zur Zahlung der Steuer verpflichtet ist. ”.

KAPITEL 5 — Bestimmungen zur Abänderung des Registrierungs-, Hypotheken- und Kanzleigebührengesetzbuches

Art. 20 - In Artikel 44 des Registrierungs-, Hypotheken- und Kanzleigebührengesetzbuches, wird der durch das Dekret vom 13. Dezember 2017 eingefügte Absatz 2 aufgehoben.

Jedoch bleibt Artikel 44 Absatz 2 desselben Gesetzbuches, eingefügt durch das Dekret vom 13. Dezember 2017, anwendbar im Falle eines durch eine privatschriftliche Urkunde festgestellten Verkaufs, der vor dem 21. Dezember 2019 mit einem sicheren Datum im Sinne von Artikel 1328 des Zivilgesetzbuches versehen wurde.

Die Proportionalgebühren, die auf die im vorigen Absatz genannte privatschriftliche Urkunde erhoben worden sind, sind Gegenstand einer Rückerstattung, wenn der Verkauf durch eine authentische Urkunde nach Artikel 44 Absatz 2 desselben Gesetzbuches, eingefügt durch das Dekret vom 13. Dezember 2017, festgestellt wird, wobei der erstattete Betrag dem Unterschied zwischen den eingenommenen Proportionalgebühren und den aufgrund Artikel 44 Absatz 2 desselben Gesetzbuches berechneten Proportionalgebühren entspricht.

Art. 21 - In Artikel 48 desselben Gesetzbuches, wird der durch das Dekret vom 13. Dezember 2017 eingefügte Absatz 2 aufgehoben.

Jedoch bleibt Artikel 48 Absatz 2 desselben Gesetzbuches, eingefügt durch das Dekret vom 13. Dezember 2017, anwendbar im Falle eines durch eine privatschriftliche Urkunde festgestellten Verkaufs, der vor dem 21. Dezember 2019 mit einem sicheren Datum im Sinne von Artikel 1328 des Zivilgesetzbuches versehen wurde.

Die Proportionalgebühren, die auf die im vorigen Absatz genannte privatschriftliche Urkunde erhoben worden sind, sind Gegenstand einer Rückerstattung, wenn der Verkauf durch eine authentische Urkunde nach Artikel 48 Absatz 2 desselben Gesetzbuches, eingefügt durch das Dekret vom 13. Dezember 2017, festgestellt wird, wobei der erstattete Betrag dem Unterschied zwischen den eingenommenen Proportionalgebühren und den aufgrund Artikel 48 Absatz 2 desselben Gesetzbuches berechneten Proportionalgebühren entspricht.

KAPITEL 6 — Schlussbestimmungen

Art. 22 - Das vorliegende Dekret tritt am 1. Januar 2022 in Kraft.

Wir verkünden das vorliegende Dekret und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 22. Dezember 2021

Der Ministerpräsident

E. DI RUPO

Der Vizepräsident und Minister für Wirtschaft, Außenhandel, Forschung und Innovation, digitale Technologien, Raumordnung, Landwirtschaft, das IFAPME und die Kompetenzzentren

W. BORSUS

Der Vizepräsident und Minister für Klima, Energie und Mobilität

Ph. HENRY

Die Vizepräsidentin und Ministerin für Beschäftigung, Ausbildung, Gesundheit, soziale Maßnahmen, Chancengleichheit und Rechte der Frauen

Ch. MORREALE

Der Minister für Haushalt, Finanzen, Flughäfen und Sportinfrastrukturen

J.-L. CRUCKE

Der Minister für Wohnungswesen, lokale Behörden und Städte

Ch. COLLIGNON

Die Ministerin für den öffentlichen Dienst, Datenverarbeitung, administrative Vereinfachung, beauftragt mit den Bereichen Kindergeld, Tourismus, Erbe und Verkehrssicherheit

V. DE BUE

Die Ministerin für Umwelt, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten und Tierschutz,

C. TELLIER

—
Fußnote

(1) Sitzungsperiode 2021-2022

Dokumente des Wallonischen Parlaments, 727 (2021-2022) Nrn. 1 bis 5
Ausführliches Sitzungsprotokoll, Plenarsitzung vom 22. Dezember 2021.

Diskussion.

Abstimmung.»

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2022/200376]

22 DECEMBER 2021. — Decreet houdende de algemene ontvangstenbegroting van het Waalse Gewest voor het begrotingsjaar 2022 (1) - Erratum

Te wijten aan de verschuiving van de nummering van de artikelen vanaf artikel 5 wordt bovengenoemd decreet, bekendgemaakt in het Belgisch Staatsblad van 31 december 2021, op blz. 126714, vervangen door de volgende tekst:

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Waalse Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

HOOFDSTUK 1. — *Algemene bepalingen*

Artikel 1. Voor het begrotingsjaar 2022, worden de lopende ontvangsten van het Waalse Gewest geraamd op 13.353.814 duizend euro, overeenkomstig Titel I van de bij dit decreet gevoegde tabel.

Art. 2. Voor het begrotingsjaar 2022 worden de kapitaalontvangsten van Wallonië geraamd op 1.082.954 duizend euro, overeenkomstig Titel II van de bij dit decreet gevoegde tabel.

Art. 3. Voor het begrotingsjaar 2022 worden de opbrengsten van leningen van Wallonië geraamd op 5.330.723 duizend euro, overeenkomstig Titel III van de bij dit decreet gevoegde tabel.

Art. 4. De belastingen en taksen geïnd ten bate van Wallonië die op 31 december 2021 bestaan, zullen worden ingevorderd tijdens het jaar 2022, overeenkomstig de wetten, decreten en tarieven die de grondslag en de inning daarvan regelen.

Art. 5. § 1. De Minister van Begroting wordt gemachtigd tot dekking, door leningen die zowel in België als in het buitenland mogen worden uitgegeven, in euro of in vreemde valuta :

1° van de financiering van de begrotingsuitgaven niet gedekt door de begrotingsontvangsten;

2° van de terugbetaling van de nog niet afgeschreven leningen en obligaties van in euro of in vreemde valuta uitgeschreven leningen waarvan de eindtermijn in 2022 is vastgesteld;

3° van de vervroegde gehele of gedeeltelijke terugbetaling van in euro of in vreemde valuta uitgeschreven leningen, overeenkomstig de bepalingen van de ministeriële emissiebesluiten of leningsovereenkomsten;

4° van de verrichtingen van dagelijks beheer van de Schatkist of van de in het belang van de Schatkist verwezenlijkte verrichtingen van financieel beheer, met inbegrip van de voor hun goede afloop nodige beleggingen.

§ 2. De Minister van Begroting wordt ertoe gemachtigd, met instemming van de houders en overeenkomstig de marktvoorwaarden, bestaande leningen geheel of ten dele om te zetten in leningen van het type « Thesauriebewijzen op lange termijn » en de termijn ervan aan te passen.

Art. 6. De Minister van Begroting is gemachtigd :

1° tot het scheppen van thesauriebewijzen of van andere financieringsmiddelen die interest opbrengen, ten belope van het bedrag van de af te sluiten leningen, zowel in België als in het buitenland, in euro of in vreemde valuta;

2° tot uitvoering van elke verrichting van dagelijks beheer van de Schatkist of van elke verrichting van financieel beheer die verwezenlijkt wordt in het algemeen belang van de Schatkist, met inbegrip van het afsluiten van beleggingsovereenkomsten die voor hun goede afloop noodzakelijk zijn en met inachtneming van het voorzichtigheidsprincipe;

3° tot aanpassing van de terugbetalingsvoorwaarden en -termijnen, met instemming van de uitleners, wat betreft de door Wallonië in België of in het buitenland uitgeschreven privé-leningen;

4° tot uitvoering van de in artikel 8, 2°, bepaalde financiële beheersverrichtingen wat betreft de door Wallonië in België of in het buitenland uitgeschreven leningen.

Art. 7. De voorlopige uitgaven inzake de samenstelling van activa (openbare leningen en thesauriebewijzen op lange termijn) en de bijkomende kosten, alsook de ontvangsten voortvloeiend uit de tegeldemaking van deze samengestelde activa, de bijkomende uitgaven en de ontvangsten die eruit voortvloeien kunnen geboekt worden op speciaal daartoe geopende bankrekeningen bij een in België gevestigde financiële instelling naar Belgisch recht, waarmee het Waalse Gewest een overeenkomst van financieel agent gesloten heeft, als wettelijk gevolg van het gebruik van de in artikel 6, 1°, bedoelde financiële middelen, inzonderheid de bepalingen van het koninklijk besluit van 22 december 1995 betreffende het toezicht op de instellingen die erkend zijn om rekeningen van gedematerialiseerde effecten van de Staat, de Gemeenschappen, de Gewesten, de provincies, de plaatselijke overheden of de openbare instellingen bij te houden.

De samengestelde activa kunnen ook ingeschreven worden op bijzondere effectenrekeningen die daartoe namens de Waalse Schatkist geopend zijn bij een in België gevestigde financiële instelling naar Belgisch recht, waarmee het Waalse Gewest een overeenkomst van financieel agent gesloten heeft, die wettelijk voortkomt uit het gebruik van de in artikel 6, 1°, bedoelde financiële middelen, inzonderheid de bepalingen van het koninklijk besluit van 22 december 1995 betreffende het toezicht op de instellingen die erkend zijn om rekeningen van gedematerialiseerde effecten van de Staat, de Gemeenschappen, de Gewesten, de provincies, de plaatselijke overheden of de openbare instellingen bij te houden.

Art. 8. De Minister van Begroting is ertoe gemachtigd volgende inkomsten af te trekken van de leningslasten van het Waalse Gewest :

1° de inkomsten van de in het kader van de beheersverrichtingen van de Schatkist waarvan sprake in artikel 5, 1° en 2°, belegde opbrengsten van leningen in euro;

2° de aan het Waalse Gewest toegewezen inkomsten of kapitalen ten gevolge van beheersverrichtingen van de Schatkist inzake interestenswap, arbitrages, risicodekkingen zoals de opties of andere verrichtingen verwezenlijkt door middel van leningen van Wallonië en om de financiële lasten ervan te verlagen.

Art. 9. Artikel 7, § 3, van het decreet van 16 juli 2015 tot invoering van een kilometerheffing voor het wegengebruik door zware vrachtwagens wordt vervangen als volgt:

"Het basistarief wordt geïndexeerd op grond van de index van de consumptieprijzen." worden vervangen door de woorden "De waarden van het basistarief en van de variabelen A, G, En, Et en Ep bedoeld in artikel 7, § 1, 2°, 3°, 4°, 5°, 6° en 7° worden geïndexeerd jaarlijks op 1 januari door middel van de coëfficiënt verkregen door het algemene indexcijfer der consumptieprijzen van het Rijk van de maand augustus van het voorgaande jaar te delen door door het algemene indexcijfer der consumptieprijzen van het Rijk van de maand april 2016.

In dat kader worden volgende afrondingen toegepast:

1° de coëfficiënt wordt naar het hogere of lagere tienduizendste afgerond naar gelang het cijfer van de honderd duizendsten al dan niet vijf bereikt;

2° na toepassing van de coëfficiënt op de waarden van het basistarief en de variabelen A, G, En, Et en Ep bedoeld in artikel 7, § 1, 2°, 3°, 4°, 5°, 6° en 7°, wordt het verkregen bedrag afgerond naar het hogere of lagere duizendste euro naar gelang het cijfer van de tien duizendsten al dan niet vijf bereikt. "

Art. 10. In § 5 van artikel 7 van het decreet van 16 juli 2015 tot invoering van een kilometerheffing voor het wegengebruik door zware vrachtwagens, zoals laatst gewijzigd bij het decreet van 17 december 2020, wordt 5° vervangen als volgt:

"5° EN = variabele in functie van emissieklasse euro of van voertuigklasse nulemissie zoals nader bepaald door de Regering;"

Art. 11. Bij afwezigheid of verhindering van de centraliserende penningmeester of centraliserende ontvanger worden de directeur van de Directie Financiën en Ontvangsten of de Inspecteur-generaal van Begroting en Thesaurie gemachtigd om hun functie als penningmeester uit te oefenen.

Art. 12. In de artikelen 6 en 9 van het decreet van 15 december 2011 houdende organisatie van de begroting, de boekhouding en de verslaggeving van de Waalse openbare bestuursseenheden, stemt het woord "basisallocatie(s)" overeen met begrotingsadres.

Elk begrotingsadres zal bestaan uit:

- een begrotingsperiode (begrotingsjaar);
- een fonds (indeling in klassieke kredieten, begrotingsfondsen, bijzondere afdeling, derdenfonds...);
- een financieel centrum dat overeen zal stemmen met de organisatie-afdeling;
- een begrotingsrekening (met nadere opgave van de aard van de uitgaven en ontvangsten). De posities 2 tot 5 van de begrotingsrekening stemmen overeen met de economische classificering;
- een vakdomein, bestaand uit het programmanummer (eerste drie posities van het vakdomein), gevolgd door een identificatienummer in het programma.

HOOFDSTUK 2. — *Waterbeleid*

Art. 13. Artikel D.267, tweede lid, van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, wordt vervangen als volgt:

"De eenheidsbelasting per kubieke meter geloosd afvalwater, bedoeld in artikel D.259, 2°, wordt vastgelegd op :

- 1,935 euro van 1 januari 2015 tot 31 december 2015;
- 2,115 euro vanaf 1 januari 2016 tot 31 december 2017;
- 2,365 euro vanaf 1 januari 2018. "

Art. 14. In artikel D.330-1 van hetzelfde Wetboek worden de woorden "met uitzondering van de belasting bedoeld in artikel D.267" ingevoegd tussen de woorden "in dit Wetboek" en het woord "wordt".

HOOFDSTUK 3. — *Bepalingen tot wijziging van het fiscaal decreet van 22 maart 2007 tot bevordering van afvalpreventie en -valorisatie in het Waalse Gewest en tot wijziging van het decreet van 6 mei 1999 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake de directe gewestelijke belastingen*

Art. 15. In artikel 6, § 1, van het fiscaal decreet van 22 maart 2007 tot bevordering van afvalpreventie en -valorisatie in het Waalse Gewest en tot wijziging van het decreet van 6 mei 1999 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake de directe gewestelijke belastingen wordt een punt 13 ingevoegd, luidend als volgt:

"13° 55 euro/ton als het gaat om niet-brandbare afval waarvoor geen ander verlaagd percentage wordt toegepast krachtens dit artikel. De Regering kan een lijst vaststellen van afval dat al dan niet brandbaar wordt geacht te zijn. Afval met een percentage van gloeiverlies hoger dan 10 % en een totale hoeveelheid organische koolstof hoger dan 6 % wordt geacht brandbaar te zijn en komt niet in aanmerking voor het voordeel van het percentage".

Art. 16. In artikel 10, § 1, eerste lid, van hetzelfde decreet, zoals laatst gewijzigd bij een decreet van 19 juni 2015 worden de woorden "10,19 euro/ton" vervangen door de woorden "12,19 euro/ton".

Art. 17. In artikel 53 van het decreet van 6 mei 1999 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake Waalse gewestelijke belastingen, wordt de volgende bepaling ingevoegd:

"In afwijking van het eerste lid wordt elke belasting inzake afval, als er een gerechtelijk beroep wordt ingediend, vermeerderd met de boete, de interest en de kosten, beschouwd als een zekere en vaststaande schuld die op alle wijzen van uitvoering mag worden ingevorderd".

HOOFDSTUK 4. — *Bepalingen tot wijziging van het Wetboek van de Plaatselijke Democratie en de Decentralisatie*

Art. 18. In artikel L3321-12 van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie wordt het eerste lid vervangen door wat volgt:

"Onverminderd de bepalingen van deze titel zijn de bepalingen van titel VII, hoofdstukken 1, 3, 4, 7 tot 10, en de artikelen 355, 356 en 357 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen, de artikelen 126 tot 175 van het uitvoeringsbesluit van dit Wetboek alsook de wet van 13 april 2019 tot invoering van het Wetboek van de minnelijke en gedwongen invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen van toepassing op de provincie- en gemeentebelastingen voor zover zij met name niet de belastingen op de inkomsten betreffen en met uitzondering van de artikelen 43 tot 48 van bedoeld Wetboek van de minnelijke en gedwongen invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen. In geval van vervreemding of overdracht van een hypothecaire aanwending van een voor hypotheek vatbaar goed moet de kennisgeving door de notaris in de zin van artikel 35 van de wet van 13 april 2019 tot invoering van het Wetboek van de minnelijke en gedwongen invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen worden gericht aan de financieel directeur van de gemeente waar de eigenaar van het onroerend goed woonachtig is."

Art. 19. In hetzelfde Wetboek wordt er een artikel L 3321-8bis toegevoegd, luidend als volgt :

”Art. L3321-8bis. In geval van wanbetaling bij verstrijken van de termijn wordt een bevel tot betalen aan de belastingplichtige gericht. Dit wordt bij aangetekend schrijven verricht. De postkosten van deze zending kunnen in rekening worden gebracht bij de belastingplichtige. In dat geval worden zij op dezelfde wijze geïnd als de belasting waarop zij betrekking hebben.

Dit bevel tot betalen, gericht aan de belastingplichtige, kan slechts worden verzonden na het verstrijken van een termijn van 10 kalenderdagen vanaf de eerste dag na de vervaldag vermeld op het aanslagbiljet.

De eerste uitvoeringsmaatregel kan pas ten uitvoer worden gelegd na het verstrijken van een maand na de derde werkdag na de datum waarop de aanmaning aan de belastingplichtige is verzonden.

De in deel V, titel III, van het Gerechtelijk Wetboek bedoelde middelen van tenuitvoerlegging vormen een middel van tenuitvoerlegging in de zin van het tweede lid.

De leden 1 tot 3 zijn eveneens van toepassing wanneer de betaling van de betaling van de medeschuldenaar wordt geëist, namelijk de persoon die niet in het kohier is vermeld en die eveneens krachtens de belastingsverordening tot de betaling van de belasting verschuldigd is. ”.

HOOFDSTUK 5. — *Bepalingen tot wijziging van het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten*

Art. 20. In artikel 44 van het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten wordt het tweede lid, ingediend bij het decreet van 13 december 2017, opgeheven.

Artikel 44, lid 2, van hetzelfde Wetboek, ingevoerd bij het decreet van 13 december 2017, blijft echter van toepassing in het geval van een verkoop vastgesteld bij een onderhandse akte die voor 21 december 2019 van een vaste datum is voorzien in de zin van artikel 1328 van het Burgerlijk Wetboek.

Onderworpen aan de teruggave zijn de proportionele rechten, geïnd op de onderhandse akte waarvan sprake in vorig lid, wanneer de verkoop bij authentieke akte wordt vastgesteld overeenkomstig artikel 44, lid 2, van hetzelfde Wetboek, ingevoerd bij het decreet van 13 december 2017, ter hoogte van het verschil tussen de geïnde proportionele rechten en de proportionele rechten berekend op grond van de toepassing van artikel 44, lid 2, van hetzelfde Wetboek.

Art. 21. In artikel 48 van hetzelfde Wetboek wordt het tweede lid, ingediend bij het decreet van 13 december 2017, opgeheven.

Artikel 48, lid 2, van hetzelfde Wetboek, ingevoerd bij het decreet van 13 december 2017, blijft echter van toepassing in het geval van een verkoop vastgesteld bij een onderhandse akte die voor 21 december 2019 van een vaste datum is voorzien in de zin van artikel 1328 van het Burgerlijk Wetboek.

Onderworpen aan de teruggave zijn de proportionele rechten, geïnd op de onderhandse akte waarvan sprake in vorig lid, wanneer de verkoop bij authentieke akte wordt vastgesteld overeenkomstig artikel 48, lid 2, van hetzelfde Wetboek, ingevoerd bij het decreet van 13 december 2017, ter hoogte van het verschil tussen de geïnde proportionele rechten en de proportionele rechten berekend op grond van de toepassing van artikel 48, lid 2, van hetzelfde Wetboek.

HOOFDSTUK 6. — *Slotbepalingen*

Art. 22. Dit decreet treedt in werking op 1 januari 2022.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Namen, 22 december 2021.

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Vice-Minister-President en Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën, Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het "IFAPME", en de Vaardigheidscentra,
W. BORSUS

De Vice-Minister-President en Minister van Klimaat, Energie en Mobiliteit,
Ph. HENRY

De Vice-Minister-President en Minister van Werk, Vorming, Gezondheid, Sociale Actie, Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,
Ch. MORREALE

De Minister van Begroting en Financiën, Luchthavens en Sportinfrastructuur,
J.-L. CRUCKE

De Minister van Huisvesting, de Plaatselijke Besturen en het Stedenbeleid,
Ch. COLLIGNON

De Minister van Ambtenarenzaken, Informatica, Administratieve Vereenvoudiging, belast met Kinderbijslag, Toerisme, Erfgoed en Verkeersveiligheid,
V. DE BUE

De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,
C. TELLIER

—
Nota

(1) Zitting 2021-2022.

Stukken van het Waals Parlement, 727 (2021-2022) Nrs. 1 tot 5.

Volledig verslag, plenaire vergadering van 22 december 2021

Bespreking.

Stemming. ”